

Le Québec devrait aider nos institutions à faire face aux retombées financières des politiques gouvernementales

Montréal, le lundi 22 2024. – Lundi après-midi, le Quebec Community Groups Network a déclaré au ministre des Finances, Eric Girard, que le gouvernement du Québec devrait toujours tenir compte des impacts financiers de tous ses règlements, lois, politiques et programmes sur tous les Québécois – notamment sur les communautés minoritaires.

« Entre-temps, il convient d'appuyer nos commissions scolaires, nos cégeps, nos universités et d'autres institutions pour leur permettre de faire face aux conséquences financières négatives des récentes politiques gouvernementales », a soutenu Sylvia Martin-Laforge, directrice générale du QCGN, à M. Girard, également ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise. Mme Martin-Laforge a fait ces commentaires lors d'une consultation prébudgétaire qui s'est tenue lundi à Montréal auprès de groupes au service de la communauté minoritaire d'expression anglaise du Québec.

Le QCGN a également insisté sur le fait que tous les investissements visant à répondre aux besoins et aux priorités de notre communauté minoritaire doivent être réalisés dans l'optique du Plan de développement communautaire, dont la vision de l'action collective a été élaborée, partagée et approuvée par des dizaines de membres du QCGN, tant sur le plan organisationnel qu'individuel, ainsi que par de nombreux intervenants communautaires partout au Québec.

« Les organismes du secteur communautaire du Québec ont toujours été des partenaires fiables et dignes de confiance du gouvernement du Québec, a poursuivi Mme Martin-Laforge. Ils jouent un rôle essentiel dans le développement social de la province en fournissant de l'information, de l'aide, des services et du soutien, relatifs aux principaux mandats et aux services clés qu'offre le gouvernement à la population, notamment aux citoyens et aux groupes vulnérables. »

Le QCGN a indiqué au ministre que face à l'inflation galopante et à la flambée du coût de la vie, le financement des organismes du secteur communautaire doit être ajusté pour refléter la demande supplémentaire de la part de la population et la hausse de la charge financière.

« Les organismes ressentent également cette pression inflationniste alors qu'ils s'efforcent de fournir des services dans les limites de leurs budgets, qui ne suivent pas la hausse des coûts, a rappelé Mme Martin-Laforge. Devant ces problèmes économiques croissants, le secteur communautaire québécois a besoin de soutien pour continuer à faire plus avec moins. »

Le QCGN a appelé à un « dialogue réel et significatif » entre la communauté d'expression anglaise du Québec et le ministre Girard afin d'examiner les impacts des récentes mesures gouvernementales qui s'avèrent néfastes pour les entreprises, les institutions et l'économie dans son ensemble.

Rencontrant le ministre pour une deuxième consultation prébudgétaire, Mme Martin-Laforge a réitéré une demande de longue date, soit l'importance d'ajuster le financement des groupes communautaires au service des Québécois d'expression anglaise pour mieux refléter la taille de la proportion de la communauté anglophone au sein de la population du Québec et pour souligner les disparités économiques entre les Québécois d'expression anglaise et ceux d'expression française.

« Une estimation fournie par le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise montre que les organismes qui les soutiennent ne reçoivent que 3 % des fonds alloués par le gouvernement du Québec au secteur communautaire, a rappelé Mme Martin-Laforge. Cette situation persiste malgré le fait que les Québécois d'expression française et d'expression anglaise s'entendent pour dire que le financement devrait refléter la taille de la communauté. »

De plus, Mme Martin-Laforge a insisté sur le fait que le gouvernement du Québec devrait travailler en collaboration avec sa minorité d'expression anglaise afin de maximiser les ressources mises à disposition par le gouvernement du Canada pour protéger et promouvoir le français ainsi que pour soutenir la vitalité de la communauté d'expression anglaise du Québec.

« Le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-Promotion-Collaboration du gouvernement du Canada vise à appuyer la protection et la promotion du français au Canada et au Québec. Il fournit également des ressources pour renforcer la vitalité de la minorité d'expression anglaise du Québec », a précisé Mme Martin-Laforge en concluant : « Nous nous réjouissons de collaborer avec le gouvernement du Québec de quelque façon afin d'améliorer la situation économique de la province et les conditions de vie des Québécois d'expression anglaise et celles de nos concitoyens. »

Prière de lire note mémoire et les [principales recommandations](#) du QCGN au ministre.

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Sa mission est de cerner, d'aborder et d'explorer les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration.

Pour de plus amples informations :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca

Téléphone : 438-270-0680 ou 514 912-6555